

Marché de travaux pour le désamiantage et le réaménagement  
du niveau R+1 du CDFIP de Narbonne, situé avenue du  
Maréchal Juin à Narbonne (11 109)

Octobre 2024

**Déclaration sur l'honneur à produire à l'appui de la candidature**

Je soussigné :

Agissant en qualité de :

Pour le compte de la société : *(nom / dénomination sociale, numéro de siret...)*

Déclare sur l'honneur, en application de l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, soit :

- (1) ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive dans les 5 dernières années pour l'une des infractions suivantes prévues :

- aux articles [225-4-1](#) et [225-4-7](#), [222-34 à 222-40](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal (*discrimination, trafic de stupéfiants, traite des êtres humains, escroquerie, abus de confiance, blanchiment, actes de terrorisme, concussion, corruption, prise illégale d'intérêts, atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, soustraction et détournement de biens, trafic d'influence, entrave à l'exercice de la justice, atteinte à l'administration publique et à l'action de la justice des communautés européennes, faux, participation à une association de malfaiteurs*),

- aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts (*soustraction à l'établissement et au paiement de l'impôt, entrave au paiement de l'impôt*),

- ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ;

- (2) Ne pas avoir été sanctionné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou condamné au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'[article 225-1 du code](#)

pénal : (travail dissimulé, marchandage, prêt de main d'oeuvre, emploi d'étranger sans titre, non respect de l'égalité homme/femme) ;

- (3) avoir souscrit les déclarations incombant en matière fiscale ou sociale ou acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée à l'arrêté du 25 mai 2016 ;
- (4) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à 11 du Code du travail concernant les travailleurs handicapés (*pour les entreprises de 20 salariés et plus*) ;
- (5) ne pas être en procédure de liquidation judiciaire, faillite personnelle ou redressement judiciaire ;
- (6) ne pas avoir fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics dans les trois dernières années ni d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs, sauf à établir que la situation a été régularisée ;
- (7) ne pas avoir été sanctionné au cours des trois années précédentes du fait d'une mauvaise exécution d'un marché public antérieur ;
- (8) ne pas avoir tenté d'obtenir des informations confidentielles ou d'influer indûment sur le processus décisionnel, ni avoir fourni des informations trompeuses déterminantes sur la décision d'attribution du marché ;
- (9) ne pas avoir conclu d'entente avec d'autres candidats, ni n'avoir eu accès à des informations susceptibles de fausser la concurrence ;
- (10) ne pas être dans une situation de conflit d'intérêt de nature à faire naître un doute sur l'impartialité de la procédure.

**Tout changement de situation plaçant dans un des cas précités, au cours de la procédure de passation ou d'exécution du marché, doit être porté sans délai à la connaissance de l'acheteur.**

**Par ailleurs, les certificats et justificatifs correspondant aux points 3, 4, 5 prévus à l'arrêté du 25 mai 2016 devront être fournis par le soumissionnaire retenu avant signature du marché sous peine d'irrecevabilité de sa candidature.**

\*\*\*

**Date et signature :**